

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2012 — 2988

[2012/205454]

**1<sup>er</sup> MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 4<sup>o</sup>, *b*), remplacé par le décret du 17 juillet 2008, et l'article 39, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-11d26-CWaPE-325 de la CWaPE du 26 avril 2011;

Vu l'avis 05/2011 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie du 29 mars 2011;

Vu l'avis A.1030 du Conseil économique et social de Wallonie du 28 mars 2011;

Vu l'avis CWEDD/11/AV.332 du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable du 5 avril 2011;

Vu l'avis 49.829/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2011 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la maîtrise de la consommation énergétique (sous-tendue par les économies d'énergie et une efficacité énergétique accrue) et l'augmentation de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables constituent des éléments importants du paquet de mesures en matière d'énergie et de climat adopté par l'Union européenne le 12 décembre 2008 et traduit dans les Directives 2009/29/CE et 2009/28/CE ainsi que de la Décision n° 406/2009/CE et des mesures requises afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de se conformer au protocole de Kyoto, à la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, et aux autres engagements pris au niveau régional, national, communautaire et international en vue d'une diminution des émissions des gaz à effet de serre au-delà de 2012;

Considérant l'objectif du Gouvernement wallon de tendre à 20 % de la consommation finale d'énergie par des sources renouvelables en 2020 à travers la somme des éléments suivants : électricité de source renouvelable produite en Wallonie, chaleur de source renouvelable produite en Wallonie, part de l'énergie renouvelable dans le transport en Wallonie et part de l'éolien offshore attribuée à la Wallonie;

Considérant que la Région wallonne entend inscrire sa politique en matière de production d'énergie renouvelable dans le cadre d'un scénario d'utilisation rationnelle de l'énergie à l'horizon 2020;

Considérant l'hypothèse de production d'électricité issue de cogénération de qualité à partir d'énergie fossile en Wallonie, inscrite dans le plan pour la maîtrise durable de l'énergie tel qu'actualisé en 2009, à savoir une production d'électricité de 3 104 GWhe en 2020 correspondant à l'addition des 878 GWhe produits en 2007 et des 2 226 GWhe de potentiel additionnel d'ici 2020;

Considérant que ces facteurs ont également un rôle non négligeable à jouer dans la promotion de la sécurité des approvisionnements en énergie, du développement technologique et de l'innovation, ainsi que dans la création de perspectives d'emplois et le développement régional;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable en charge de l'énergie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté transpose, partiellement, la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE et la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE. »

**Art. 2.** A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> après le dernier tiret du premier alinéa du § 3, est ajouté :

« 19,4 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2013;

- 23,1 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2014;

- 26,7 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015;

- 30,4 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2016;

- 37,9 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019, des quotas annuels seront fixés au plus tard en 2014 sur base d'une évaluation réalisée préalablement par la CWaPE. Cette évaluation portera sur l'adéquation des quotas annuels fixés pour les années 2012 à 2016 à l'objectif de tendre à 20 % d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie, dont une contribution de 8 000 GWh d'électricité renouvelable produits en Wallonie, compte tenu de l'évolution du développement des filières de production d'énergie renouvelable ainsi que du contexte européen et belge en matière d'objectifs d'énergies renouvelables et de cogénération de qualité, de l'évolution du contexte socio-économique et des prix de l'énergie pour toutes les catégories de consommateurs dont les clients résidentiels. »;

2° les alinéas 2 et 3 du § 3 sont abrogés;

3° le § 4 est complété par ce qui suit :

« dans le cadre d'un processus d'évaluation triennal, compte tenu de l'évolution du développement des filières de production d'énergie renouvelable ainsi que du contexte européen et belge en matière d'objectifs d'énergies renouvelables et de cogénération de qualité, de l'évolution du contexte socio-économique et des prix de l'énergie pour toutes les catégories de consommateurs, dont les clients résidentiels. Sur la base de ce processus d'évaluation triennal et pour la première fois en 2014, le Gouvernement fixera de nouveaux quotas annuels en sorte de constamment couvrir une période totale de 8 ans.

En application de l'alinéa premier, les quotas nouvellement fixés seront déterminés de manière à tendre, en 2020, à un objectif de 20 % de production d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie et, pour la période au-delà de 2020, un objectif global de production d'énergie renouvelable à déterminer par le Gouvernement pour la première fois au plus tard le 31 décembre 2014, sur avis préalable de la CWaPE transmis au plus tard le 31 décembre 2013.

Pour la fixation des quotas visés aux alinéas précédents, le Gouvernement se basera sur les objectifs et trajectoires qu'il aura fixés en matière de chaleur produite de source renouvelable et sur les parts de l'éolien offshore et d'énergie renouvelable dans le transport attribuées à la Région wallonne. En l'absence d'objectifs chiffrés et de trajectoire déterminée en matière de production de chaleur de source renouvelable et d'énergie renouvelable dans le transport, le Gouvernement travaillera sur la base des chiffres de référence mentionnés par la CWaPE dans son dernier avis traitant du sujet. »;

4° le § 5 est complété comme suit :

« Au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Gouvernement wallon détermine un nouveau régime de réduction du nombre de certificats verts à remettre à la CWaPE de manière telle que le volume total des certificats verts bénéficiant de cette réduction corresponde à maximum 23 % du quota visé à l'article 25, § 3. Ces réductions seront destinées à bénéficier aux clients professionnels (grandes entreprises et P.M.E. électro-intensives) ayant signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer leur efficacité énergétique à court, moyen et long terme, ainsi qu'aux clients finals résidentiels. A défaut de décision du Gouvernement à cet égard, le régime actuel reste en vigueur. »

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2988

[2012/205454]

#### 1. MÄRZ 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 34, 4°, b), ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, und des Artikels 39, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE Nr. CD-11d26-CWaPE-325 vom 26. April 2011;

Aufgrund des am 29. März 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Nr. 05/2011;

Aufgrund des am 28. März 2011 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.1030;

Aufgrund des am 5. April 2011 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung CWEDD/11/AV.332;

Aufgrund des am 6. Juli 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.829/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Beherrschung des Energieverbrauchs (durch Energieeinsparungen und eine verbesserte Energieeffizienz) und die vermehrte Nutzung von aus erneuerbaren Quellen erzeugter Energie wesentliche Elemente des Maßnahmenbündels in den Bereichen Energie und Klima darstellen, der von der Europäischen Union am 12. Dezember 2008 verabschiedet und in den Richtlinien 2009/29/EG und 2009/28/EG sowie in dem Beschluss 406/2009/EG umgesetzt worden ist, und erforderlich sind, um die Treibhausgasemissionen zu verringern und dem Protokoll von Kyoto, dem Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und weiteren regionalen, nationalen, gemeinschaftlichen und internationalen Verpflichtungen zur Senkung der Treibhausgasemissionen über das Jahr 2012 hinaus zu genügen;

In Erwägung des Ziels der Wallonischen Regierung, eine Erhöhung des Anteils der erneuerbaren Energiequellen im Endenergieverbrauch auf 20% im Jahre 2020 anzustreben, und zwar durch die Summe folgender Elemente: in der Wallonie hergestellter Strom aus erneuerbaren Quellen, in der Wallonie hergestellte Wärme aus erneuerbaren Quellen, Teil der erneuerbaren Energien im Transport in der Wallonie, und Teil der Offshore-Windenergie, der der Wallonie zusteht;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region ihre Politik im Bereich der Erzeugung von erneuerbaren Energien bis 2020 in den Rahmen eines Szenarios der rationellen Energienutzung einfügen will;

In Erwägung der Annahme für die Erzeugung von Strom aus hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung mittels fossiler Energie in der Wallonie, so wie sie im 2009 aktualisierten Plan für die nachhaltige Beherrschung der Energie angegeben wird, nämlich einer Stromproduktion von 3 104 GWh im Jahre 2020, was der Summe von der Produktion im Jahre 2007 (878 GWh) und dem zusätzlichen Potential bis 2020 (2 226 GWh) entspricht;

In der Erwägung, dass diese Faktoren eine wichtige Rolle bei der Stärkung der Energieversorgungssicherheit, der Förderung der technologischen Entwicklung und Innovation sowie der Schaffung von Beschäftigungsmöglichkeiten spielen;

Auf Vorschlag des mit der Energie beauftragten Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG und die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG teilweise umgesetzt."

**Art. 2** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen gemacht:

1° Folgendes wird nach dem letzten Gedankenstrich des ersten Absatzes von § 3 hinzugefügt:

- "19,4% zwischen dem 1. Januar 2013 und dem 31. Dezember 2013;
- 23,1% zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2014;
- 26,7% zwischen dem 1. Januar 2015 und dem 31. Dezember 2015;
- 30,4% zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016;
- 37,9% zwischen dem 1. Januar 2020 und dem 31. Dezember 2020.

Für den Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2019 werden auf der Grundlage einer vorherigen Bewertung durch die CWaPE spätestens 2014 jährliche Quoten festgelegt. Diese Bewertung betrifft die Übereinstimmung der jährlichen Quoten, die für die Jahre 2012 bis 2016 festgelegt werden, mit dem Ziel, einen Anteil von 20% erneuerbarer Energie im Endenergieverbrauch anzustreben, worunter ein Beitrag von 8 000 GWh in der Wallonie erzeugten Stroms aus erneuerbaren Quellen, unter Berücksichtigung der Entwicklung der Sparten zur Erzeugung von erneuerbarer Energie sowie des europäischen und belgischen Rahmens im Bereich der Ziele für erneuerbare Energien und hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung, der Entwicklung der sozial-wirtschaftlichen Bedingungen und der Energiepreise für alle Kategorien Verbraucher, worunter die Haushaltskunden.;"

2° die Absätze 2 und 3 von § 3 werden außer Kraft gesetzt;

3° § 4 wird durch Folgendes ergänzt:

"im Rahmen eines dreijährlichen Bewertungsverfahrens, unter Berücksichtigung der Entwicklung der Sparten zur Erzeugung von erneuerbarer Energie sowie des europäischen und belgischen Rahmens im Bereich der Ziele für erneuerbare Energien und hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung, der Entwicklung der sozial-wirtschaftlichen Bedingungen und der Energiepreise für alle Kategorien Verbraucher, worunter die Haushaltskunden. Auf der Grundlage dieses dreijährlichen Bewertungsverfahrens und zum ersten Male im 2014 wird die Regierung neue jährliche Quoten festlegen, um stets einen Gesamtzeitraum von 8 Jahren zu decken.

In Anwendung von Absatz 1 werden die neu bestimmten Quoten so festgelegt, dass ein Ziel von 20% der Energieproduktion aus erneuerbaren Quellen im Endenergieverbrauch im Jahre 2020 angestrebt wird, und für den Zeitraum über 2020 hinaus ein Globalziel für die Produktion erneuerbarer Energie angestrebt wird, das zum ersten Mal spätestens am 31. Dezember 2014 von der Regierung, auf vorheriges Gutachten der CWaPE, welches spätestens am 31. Dezember 2013 zu übermitteln ist, festzulegen ist.

Für die Festlegung der Quoten gemäß den oben stehenden Paragraphen bezieht sich die Regierung auf die Ziele und Entwicklungen, die sie im Bereich der Produktion von Wärme aus erneuerbaren Quellen festgelegt haben wird, und auf die Anteile der Offshore-Windkraft und der erneuerbaren Energien im Transportwesen, die der Wallonischen Region zustehen. Bestehen keine zahlenmäßigen Ziele und keine fest bestimmte Entwicklung hinsichtlich der Produktion von Wärme aus erneuerbaren Quellen und von erneuerbarer Energie im Transportwesen, wird die Regierung auf der Grundlage der Bezugszahlen arbeiten, die von der CWaPE in ihrem letzten Gutachten in diesem Bereich angegeben werden.;"

4° § 5 wird wie folgt ergänzt:

"Die Wallonische Regierung bestimmt spätestens am 1. Januar 2013 eine neue Regelung zur Senkung der Anzahl grüner Zertifikate, die der CWaPE zu übermitteln sind, so dass das Gesamtvolumen der grünen Zertifikate, die auf diese Senkung Anspruch haben, höchstens 23% der in Artikel 25 § 3 genannten Quote entspricht. Diese Senkungen werden dazu bestimmt, den beruflichen Kunden (Großbetrieben und elektro-intensiven K.M.B.), die direkt oder über einen Verband eine Vereinbarung mit der Wallonischen Region zur Verbesserung ihrer kurz-, mittel- und langfristigen Energieeffizienz unterzeichnet haben, sowie den Haushaltskunden zugute zu kommen. Mangels eines diesbezüglichen Beschlusses der Regierung bleibt die aktuelle Regelung in Kraft."

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. März 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2988

[2012/205454]

**1 MAART 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 34, 4°, b), vervangen bij het decreet van 17 juli 2008, en artikel 39, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies CD-11d26-CWaPE-325 van de "CWaPE" van 26 april 2011;

Gelet op het advies 05/2011 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 29 maart 2011;

Gelet op het advies A.1030 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-Economische Raad van Wallonië) van 28 maart 2011;

Gelet op het advies CWEDD/11/AV.332 van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) van 5 april 2011;

Gelet op het advies 49.829/4 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de beheersing van het energieverbruik (via energiebesparingen en een hogere energetische efficiëntie) en het verhoogde gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen belangrijke elementen zijn van het pakket energie- en klimaatmaatregelen dat op 12 december 2008 door de Europese Unie aangenomen en in de Richtlijnen 2009/29/EG en 2009/28/EG opgenomen werd, alsook van de Beslissing nr. 406/2009/EG en van de maatregelen vereist om de broeikasgasemissies te verminderen en te voldoen aan het protocol van Kyoto, aan de kaderovereenkomst van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en aan de overige verbintenissen genomen op gewestelijk, nationaal, gemeenschappelijk en internationaal vlak met het oog op een vermindering van de broeikasgasemissies na 2012;

Overwegende dat de Waalse Regering zich tot doel gesteld heeft naar 20 % van het eindenergieverbruik met hernieuwbare bronnen in 2020 te streven via de som van de volgende elementen: elektriciteit uit hernieuwbare bronnen geproduceerd in Wallonië, warmte uit hernieuwbare bronnen geproduceerd in Wallonië, aandeel van de hernieuwbare energie in het vervoer in Wallonië en aandeel van de offshore windenergie toegekend aan Wallonië;

Overwegende dat het Waalse Gewest van plan is zijn beleid inzake productie van hernieuwbare energie tegen 2020 te doen stroken met een schema van rationeel energiegebruik;

Gelet op de veronderstelling van elektriciteitsproductie door warmtekrachtkoppeling vanaf fossiele energie in Wallonië, opgenomen in het plan voor duurzame energiebeheersing zoals bijgewerkt in 2009, namelijk een elektriciteitsproductie van 3 104 GWu in 2020 die resulteert uit de optelling van de 878 GWu geproduceerd in 2007 en van een additioneel potentieel van 2 226 GWu tegen 2020;

Overwegende dat die factoren ook een niet te verwaarlozen rol te vervullen hebben bij het bevorderen van veilige energiebevoorradingen, technologische ontwikkeling en innovatie, alsook bij het creëren van werkvooruitzichten en de gewestelijke ontwikkeling;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling belast met Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG, en Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit. »

**Art. 2.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, eerste lid, laatste streepje, wordt aangevuld als volgt :

- « - 19,4 % tussen 1 januari 2013 en 31 december 2013;
- 23,1 % tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014;
- 26,7 % tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015;
- 30,4 % tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016;
- 37,9 % tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020.

Voor de periode tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 worden de jaarlijkse quota's uiterlijk 2014 vastgelegd op basis van een evaluatie die vooraf door de "CWaPE" verricht wordt. Die evaluatie zal betrekking hebben op de adequatie van de voor de jaren 2012 tot 2016 vastgelegde jaarlijkse quota's met de doelstelling te streven naar 20 % hernieuwbare energie in het eindenergieverbruik, waaronder een bijdrage van 8 000 GWu hernieuwbare elektriciteit geproduceerd in Wallonië, rekening houdend met de evolutie van de ontwikkeling van de kanalen voor de productie van hernieuwbare energie, alsook met de Europese en Belgische context inzake doelstellingen m.b.t. hernieuwbare energieën en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, met de evolutie van de sociaal-economische context en de energieprijzen voor alle categorieën verbruikers, o.a. de residentiële afnemers. »;

2° het tweede en het derde lid van § 3 worden opgeheven;

3° § 4 wordt aangevuld als volgt :

« in het kader van een driejaarlijks evaluatieproces, rekening houdend met de evolutie van de ontwikkeling van de kanalen voor de productie van hernieuwbare energie, alsook met de Europese en Belgische context inzake doelstellingen m.b.t. hernieuwbare energieën en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, met de evolutie van de sociaal-economische context en de energieprijzen voor alle categorieën verbruikers, o.a. de residentiële afnemers. Op basis van dat driejaarlijkse evaluatieproces zal de Regering, voor het eerst in 2014, nieuwe jaarlijkse quota's vastleggen om voortdurend een totale periode van 8 jaar te bestrijken.

Overeenkomstig het eerste lid zullen de nieuw vastgelegde quota's bepaald worden om in 2020 te streven naar een doelstelling van 20 % hernieuwbare energieproductie in het eindenergieverbruik en, voor de periode na 2020, naar een globale doelstelling inzake hernieuwbare energieproductie die de Regering voor het eerst uiterlijk 31 december 2014 moet bepalen, na voorafgaand advies van de "CWaPE" dat uiterlijk 31 december 2013 overgemaakt moet worden.

Voor de vastlegging van de quota's bedoeld in de vorige leden zal de Regering uitgaan van de doelstellingen en stappenplannen die ze bepaalt zal hebben inzake warmte geproduceerd vanaf hernieuwbare bronnen en van de aan het Waalse Gewest toegekende aandelen van de offshore windenergie en de hernieuwbare energie in het vervoer. Bij gebrek aan becijferde doelstellingen en aan een stappenplan inzake warmteproductie vanaf hernieuwbare bronnen en hernieuwbare energie in het vervoer zal de Regering werken op basis van de referentiecijfers vermeld door de "CWaPE" in haar advies i.v.m. dit vraagstuk. »;

4° § 5 wordt aangevuld als volgt :

« De Waalse Regering bepaalt uiterlijk 1 januari 2013 een nieuwe regeling tot vermindering van het aantal aan de "CWaPE" terug te geven groene certificaten, zodat de totaalhoeveelheid van de groene certificaten die voor die vermindering in aanmerking komen overeenstemt met maximum 23 % van het aandeel bedoeld in artikel 25, § 3. Die verminderingen zijn bestemd voor beroepsafnemers (grote ondernemingen en elektro-intensieve K.M.O.'s) die, rechtstreeks of via een federatie, een overeenkomst met het Waalse Gewest ondertekend hebben om op korte, middellange en lange termijn hun energetische efficiëntie te verbeteren, alsook voor de residentiële eindafnemers. Bij gebrek aan beslissing van de Regering in dat verband blijft de huidige regeling van kracht. »

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 maart 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 2989

[C - 2012/31707]

**20 SEPTEMBER 2012.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 houdende vaststelling van de regels volgens welke de lijsten en de kandidaten op het beeldscherm van de stemcomputer worden getoond

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, artikel 30 § 2, gewijzigd door de ordonnantie van 16 december 2011 en de ordonnantie van 12 juli 2012;

Gelet op de ordonnantie van 12 juli 2012 houdende de organisatie van de elektronische stemming voor de gemeenteraadsverkiezingen, artikel 8;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 houdende vaststelling van de regels volgens welke de lijsten en de kandidaten op het beeldscherm van de stemcomputer worden getoond;

Op de voordracht van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1, vierde lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 houdende vaststelling van de regels volgens welke de lijsten en de kandidaten op het beeldscherm van de stemcomputer worden getoond, worden de woorden « wordt in vette letters getoond en » en « en wordt gecentreerd » opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 1, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « in vette letters » opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 2, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « getoond in vette letters » en « en wordt gecentreerd » opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 2, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « weergegeven in vette letters » opgeheven.

**Art. 5.** In het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 houdende vaststelling van de regels volgens welke de lijsten en de kandidaten op het beeldscherm van de stemcomputer worden getoond, wordt de bijlage I vervangen door de bijlage bij dit besluit.

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 2989

[C - 2012/31707]

**20 SEPTEMBRE 2012.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2012 fixant les règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des machines à voter

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code électoral communal bruxellois, l'article 30, § 2, modifié par l'ordonnance du 16 décembre 2011 et l'ordonnance du 12 juillet 2012;

Vu l'ordonnance du 12 juillet 2012 organisant le vote électronique pour les élections communales, l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2012 fixant les règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des machines à voter;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les communes qui font usage du système de vote automatisé, tel que réglé par la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, l'écran affichant les différentes listes présentées aux électeurs est configuré sur base du tableau figurant à l'annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « affichés en caractère gras » sont abrogés.

**Art. 3.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du même arrêté, les mots « en caractère gras » et « et est centré » sont abrogés.

**Art. 4.** Dans l'article 2, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « affichés en caractère gras » sont abrogés.

**Art. 5.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2012 fixant les règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des machines à voter, l'annexe 1<sup>re</sup> est remplacé par l'annexe jointe au présent arrêté.